

L'Amérique a tiré toutes les mauvaises leçons du 11 septembre

Par Frank , 13 septembre 2026

L'Amérique a tiré toutes les mauvaises leçons du 11 septembre

Une réponse plus mesurée était possible en 2001 — une qui aurait pu éviter deux guerres ratées, des milliers de milliards dépensés et un État de surveillance persistant



Par Leon Hadar

Vingt-cinq ans plus tard, il vaut la peine de se demander non pas ce qui s'est passé le 11 septembre 2001, mais ce que Washington a décidé que cela signifiait — et si ces conclusions étaient les bonnes. Les attentats eux-mêmes ont été un véritable traumatisme et un véritable crime. Mais les inférences politiques qui en ont été tirées ont été, en grande partie, une catastrophe en soi dont les coûts sont encore payés en sang, en trésor et en crédibilité institutionnelle.

Première leçon : que l'attaque prouvait que le monde était plus dangereux que jamais

L'instinct après le 11 septembre était de traiter les attentats comme la preuve d'un monde uniquement hostile nécessitant une présence américaine uniquement étendue. Mais ce raisonnement allait à rebours. La capacité d'Al-Qaïda à frapper New York et Washington n'était pas un signe de faiblesse américaine ou d'une présence mondiale insuffisante — elle était, en grande partie, un sous-produit de cette présence.

Oussama ben Laden était explicite : les troupes américaines stationnées en Arabie saoudite, les sanctions contre l'Irak et le soutien inconditionnel à la politique israélienne dans les territoires occupés constituaient ses griefs. Rien de tout cela ne justifie un meurtre de masse. Mais les réalistes de la politique étrangère soutiennent depuis longtemps qu'ignorer la chaîne causale entre l'intervention à l'étranger et le blowback chez soi n'est pas de la clarté morale — c'est une faute stratégique. La leçon tirée à la place était que l'Amérique devait intervenir davantage, et non moins, partout.

Deuxième leçon : que la construction nationale était la réponse

L'Afghanistan a commencé comme une opération plausible et ciblée : détruire le sanctuaire d'Al-Qaïda, punir les talibans pour l'avoir hébergé. Elle a dégénéré en une expérience de vingt ans visant à bâtir un État démocratique libéral dans un pays qui avait repoussé toute tentative précédente d'un empire de le refaçonner. L'Irak était pire : une guerre de choix, justifiée par des renseignements qui se sont effondrés sous l'examen, qui n'avait rien à voir avec les attentats et tout à voir avec une conviction idéologique que la puissance américaine pouvait refaçonner le Moyen-Orient par la force.

Les deux guerres reflétaient la même mauvaise leçon — que le remède au terrorisme était une transformation démocratique imposée au bout du fusil. Le résultat n'a pas été des démocraties stables et pro-américaines. Ce fut deux décennies d'insurrection, de guerre sectaire et, dans le cas de l'Irak, les conditions qui ont produit l'EI.

Troisième leçon : que la sécurité et la liberté étaient naturellement en tension, et que la liberté devait céder

Le Patriot Act, les programmes de surveillance sans mandat, la détention indéfinie à Guantanamo, toute une architecture de pouvoir exécutif fondée sur l'autorité

d'urgence — tout cela a été vendu comme temporaire et proportionné. La plupart est devenu permanent. La leçon inscrite dans cette réponse était qu'une société libre confrontée à une menace terroriste déterminée mais numériquement minuscule devrait opter par défaut pour l'expansion du pouvoir de l'État plutôt que de traiter cette expansion comme l'exception exigeant la justification la plus lourde.

Une tradition de gouvernement limité aurait insisté sur le contraire : que les pouvoirs d'urgence expirent, que la surveillance soit étroitement adaptée et que la charge de la preuve incombe toujours à ceux qui cherchent à étendre l'autorité de l'État, et non à ceux qui défendent les limites constitutionnelles qui y sont imposées.

Quatrième leçon : que la crédibilité exigeait un engagement sans fin

La mauvaise leçon peut-être la plus durable était que le retrait — d'Irak, d'Afghanistan, de n'importe où — serait interprété par les adversaires comme une faiblesse, et que la crédibilité exigeait de rester quel qu'en soit le coût ou les rendements décroissants. C'est la logique qui a transformé deux guerres censées durer des mois en guerres qui ont duré des décennies.

Elle traitait une présence militaire ouverte comme une fin en soi, divorcée de toute théorie réaliste de ce que plus de temps et plus de troupes achetaient réellement. Les retraits chaotiques finaux des deux pays ne se sont pas produits parce que la leçon avait été apprise — ils se sont produits parce que la facture est finalement arrivée à échéance.

À quoi aurait ressemblé la bonne leçon

Une réponse plus mesurée était disponible en 2001 : une campagne ciblée contre la direction et le sanctuaire d'Al-Qaïda, un refus de confondre un réseau terroriste avec une licence générale de changement de régime, et un examen attentif de la manière dont la puissance américaine déployée en avant au Moyen-Orient générerait précisément le ressentiment qu'elle était censée réprimer. Cette voie était politiquement indisponible dans le climat de 2001 et 2002 — le chagrin et la colère produisent rarement une stratégie patiente.

Mais un quart de siècle plus tard, avec deux projets ratés de construction nationale, des milliers de milliards de dollars dépensés et un État de surveillance qui a survécu à toutes les justifications avancées pour lui, l'argument en faveur de cette lecture plus modeste des leçons du 11 septembre semble considérablement plus solide que celle sur laquelle Washington a réellement agi.



Cet article a été initialement publié sur Global Zeitgeist de Leon Hadar
<https://leonhadar.substack.com/p/the-wrong-lessons-of-911>